

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 41 -3° année

24 Décembre 1944

"L'ASPECT ACTUEL DE LA LUTTE DES CLASSES"...

Après quelques semaines d'une offensive verbale contre la poutocratie et les trusts, nous assistons aujourd'hui à une offensive réelle contre la classe ouvrière. De *l'Humanité* au Comité des Forges tout le monde est unanime pour poser des exigences aux travailleurs. *Le Monde*, organe du Comité des Forges, tombe d'accord avec Thorez qu'il cite dans son numéro du 20/12 : "L'heure est celle du combat et du travail". La CGT lance aux ouvriers la formule : "Travailler d'abord, revendiquer ensuite !"

Le bourgeois voit cette politique d'un oeil très favorable, car elle ne peut qu'augmenter ses bénéfices de guerre. Mais la classe ouvrière la voit d'un tout autre oeil.

Comment se présente pour celle-ci la situation ? L'arbitraire patronal règne dans les usines. Des augmentations de salaires, prélevées sur les bénéfices de guerre, devaient avoir lieu ; mais aujourd'hui le ministre de la Production déclare : "Il ne faut pas se laisser aller à une politique de facilité (sic) dans la question des salaires". Les bénéfices de la spéculation devaient être confisqués, mais l'emprunt, "*opération des banques*", leur a garanti une rente perpétuelle. Le chômage sévit. Cependant, dans les usines on fait faire aux ouvriers des heures supplémentaires, tandis qu'on projette d'envoyer les chômeurs parisiens en province. Les "nationalisations" devaient mettre fin à l'arbitraire capitaliste. Mais le gouvernement déclare : "un transfert de propriété ne peut être décidé par une simple ordonnance de gouvernement" ! *C'est-à-dire que les ministres ne peuvent pas s'attaquer aux capitalistes*. Les "Comités de gestion" ont été transformés en "Comités consultatifs" et les délégués eux-mêmes se plaignent que leur rôle se réduit à celui de simples gardes-chiourme pour pousser à la production. Dans les domaines des transports, de la répartition, du ravitaillement, tous les organismes qui ont pris naissance sous Vichy, c'est-à-dire pendant la guerre, restent en place favorisant scandaleusement les capitalistes et les spéculateurs au détriment des masses. Cependant dans les usines on a liquidé les comités d'épuration. Que reste-t-il des belles phrases sur le châtiement des traîtres, la parole au peuple, l'expropriation des trusts ?

Un tract de la CGT dit : "*Gagner la bataille de la production, c'est l'aspect actuel de la lutte des classes*". Aspect actuel de la lutte des classes, l'honteuse attitude des bureaucrates ouvriers qui commandent aux ouvriers de se dépenser sans compter, tandis qu'ils savent bien que cela ne servira à rien, car "*les vrais leviers de commande ne sont pas détenus par les ministres" mais par les capitalistes (Populaire 21/12)* ? Aspect de la lutte des classes que cette affirmation de *l'Humanité* que ceux qui feraient grève -seul moyen de contrainte sur le patron- sont des agents de la Gestapo, tandis que le 3 décembre elle donne en exemple une réunion de bureaucrates syndicalistes avec de gros industriels et financiers pour pousser à la production ? Aspect de la lutte des classes ? Oui ! C'est l'aspect de la trahison des social-patriotes qui se mettent au service de la bourgeoisie, sous couleur de servir la "nation".

"*Il faut mettre en valeur les ressources de la nation*". Mais la nation connaît-elle ses ressources ? Ce sont les capitalistes individuellement qui seuls possèdent et connaissent leurs ressources en matières premières, en capitaux, en machines. Le capitaliste tient à sa merci les ouvriers, car si ses intérêts commerciaux ou autres le lui dictent, il peut dissimuler ses ressources, camoufler les stocks, faire émigrer les capitaux. La fable du "bon patron" est inventée par les traîtres : chaque patron ne se guide pas d'après sa religion ou sa bonté d'âme, mais suivant ses intérêts capitalistes.

"*Il faut unir la ville et la campagne*". Mais n'est-ce pas les profits excessifs des capitalistes et les énormes faux-frais de l'anarchie capitaliste (intermédiaires, "répartiteurs") qui maintiennent les prix élevés et empêchent les échanges réguliers, quel que soit l'acharnement au travail des ouvriers et des paysans ?

Voilà pourquoi ce qui s'impose avant tout, c'est le droit au CONTROLE OUVRIER sur les ressources économiques et leur répartition. C'est dans le cadre de chaque entreprise, par les *Comités d'usine élus dans*

des assemblées ouvrières générales, que le contrôle ouvrier doit abolir le secret commercial et industriel du capitaliste.

Seul le contrôle ouvrier fera que le travail des ouvriers contribue à relever la nation, c'est-à-dire à améliorer le sort des travailleurs et des paysans.

"Offrir ses bras à la nation" dominée par les capitalistes de droit divin, c'est seulement produire des bénéfices pour ceux-ci et perpétuer la misère et la guerre pour les masses.

L'OFFENSIVE ALLEMANDE

La nouvelle offensive allemande a jeté une grande inquiétude dans la population. Et le gouvernement de De Gaulle en prend prétexte pour prendre des mesures "de défense" anti-ouvrières (mobilisation, travail forcé)...

Cependant si la perspective d'un retour de l'occupation allemande n'est qu'un épouvantail exploité par la bourgeoisie, il n'en reste pas moins que l'impérialisme allemand prouve qu'il conserve des forces importantes et que malgré les crises précédentes, il n'y a pas de décomposition des armées du Reich.

A ce sujet le *New-York-Times* dit : ils devraient méditer cette leçon, "la multitude des publicistes qui alimentent la propagande de Goebbels avec leurs projets particuliers sur le traitement à infliger à l'Allemagne...". Même un journal bourgeois est, comme on le voit, contraint de dénoncer les méfaits de cette propagande impérialiste, que nous avons dénoncée dans le n° 37 ("Les auxiliaires de Goebbels"). C'est à *l'Humanité* qu'on a tout à fait oublié les articles de Cachin pour "un appel au peuple allemand"...

Mais une autre question se pose. Pourquoi les Alliés sont-ils aujourd'hui encore si loin de la victoire ? Si les Alliés avaient été vraiment des démocrates, des libérateurs des peuples occupés par l'impérialisme allemand, qui peut douter que les flots de la coalition alliée grossis démesurément par les vagues des peuples libérés d'Europe n'auraient submergé une puissance même triple de celle du Reich actuel ? Mais en réalité, les alliés eux-mêmes mènent une guerre impérialiste, "occupent" eux aussi les pays occupés auparavant par l'Allemagne ; non seulement ils ne peuvent pas utiliser les volontés libres des travailleurs d'Europe pour en finir avec l'Allemagne impérialiste, mais ils maintiennent au contraire contre eux une partie très importante de leurs forces pour sauvegarder "l'ordre", c'est-à-dire la propriété capitaliste (voir en Grèce).

La coalition alliée lutte contre l'impérialisme allemand, mais pas pour la libération véritable des peuples. L'Angleterre et l'Amérique luttent pour s'assurer, chacune pour elle-même le contrôle économique et politique des nations ; quant à l'URSS, les intérêts égoïstes de la caste bureaucratique la poussent à utiliser dans sa politique extérieure les mêmes *méthodes* que l'impérialisme anglais et américain.

C'est ce caractère impérialiste et anti-démocratique de la coalition alliée qui provoque d'une part des conflits entre les peuples "libérés" et les occupants alliés, et d'autre part la méfiance mutuelle entre les "nations unies". Les rapports impérialistes de l'économie mondiale engendrent le regroupement continu des forces en présence. Les événements de Pologne, de Belgique, de Grèce, en révélant ces regroupements *antagonistes* dans le camp allié, ont grandement facilité l'offensive allemande.

Tant que la révolution ne détruit pas de l'intérieur les foyers impérialistes, *chaque* puissance impérialiste a la possibilité de mettre en danger la paix, la sécurité et le bien-être des nations. Toute l'histoire depuis 1914 démontre que ce n'est pas en bandant ses forces, en faisant un dernier effort, en tenant "le dernier quart d'heure" pour la guerre impérialiste, que les masses se délivreront des menaces impérialistes. Cette guerre, disait De Gaulle, dure depuis 30 ans. Donc, une nouvelle victoire en 1945, 1946 ou 1947, qui laisserait intacts les rapports impérialistes dans le monde, ne mènerait, tout comme celle de 1918, qu'à de nouveaux conflits. Cette guerre n'est pas une guerre de 30 ans, elle est la guerre permanente, dont Trotsky disait : "*abandonnée à sa propre logique* (se résigner à tous les plans des impérialistes), *la guerre mondiale serait une méthode compliquée et très coûteuse de suicide de l'humanité. On pourrait obtenir les mêmes résultats... en enfermant l'humanité dans une cage de la grandeur d'environ 1 km³ et en plongeant cette cage dans un des océans.*"

Lever sur le monde un nouvel Octobre 17, c'est seulement dans cette voie que les travailleurs s'arracheront au dilemme funeste dans lequel les accule la bourgeoisie : payer la victoire, payer la défaite.

Les travailleurs doivent apprendre en politique extérieure aussi à s'arracher aux combinaisons de la bourgeoisie par une politique indépendante de classe.

"CAPITULATION SANS CONDITIONS"

Cette formule qui a tant enthousiasmé les dupes de la politique impérialiste alliée, c'est aux travailleurs et paysans grecs d'en faire les premiers l'expérience.

Le jour même où les journaux annonçaient une offensive allemande vers la Belgique, ils annonçaient également une offensive des troupes anglaises contre... la Grèce.

Malgré les essais de compromis de la part des ELAS par l'acceptation de leur désarmement, le général Scobie oppose le "prestige britannique", c'est-à-dire la volonté esclavagiste de l'Empire, et exige la "capitulation sans conditions".

"Si aucun compromis n'intervient, les ELAS poursuivront le combat, même sans espoir..." a déclaré le stalinien Prophyrogénis (*Le Populaire* 21/12). Avec la politique des dirigeants staliniens, union avec les Daladier de la démocratie bourgeoise, il n'y a non seulement aucun espoir de victoire, mais même pas de compromis "démocratique" possible pour les travailleurs grecs. Car à notre époque de capitalisme pourrissant, la "démocratie" bourgeoise n'est que l'étouffement de la lutte des masses par des combinaisons politiciennes, jusqu'au moment où le fascisme est suffisamment fort pour établir la dictature ouverte de la bourgeoisie. Nous l'avons vu notamment en Espagne (1931-1939) et en France (34-1939). L'union avec les Daladier de la démocratie bourgeoise trahit, au nom de l'ordre bourgeois, la lutte des masses pour leurs objectifs réels (le pain, la liberté, la paix) et les voue ainsi à l'inertie et à la défaite.

Mais à peine les travailleurs grecs ont-ils reçu une leçon de plus au sujet des démocrates, que les chefs staliniens, hier encore membres et soutiens du gouvernement Papaandréou, ont offert leur soutien à un autre "grand démocrate", cette fois-ci non plus un socialiste, mais un pape, le métropolite Damaskinos. Et voici ce que déclare le pape démocrate : "Cette rébellion n'est pas une révolution fondée sur une idée, mais c'est un coup de force d'une minorité d'extrême-gauche pour s'emparer du pouvoir" (*Le Monde*, 22/12).

La voie de la victoire des travailleurs grecs est dans l'union autour des ouvriers d'usine, de toutes les petites gens et des paysans, trahis par tous les politiciens bourgeois. Ils ne doivent pas laisser leur direction actuelle "converser" avec Scobie, pendant que celui-ci mène une lutte sans merci au peuple grec, mais s'adresser directement au prolétariat anglais, à tous les exploités d'Europe et du monde : *au nom de la révolution prolétarienne* ils obtiendront l'appui efficace de tous les peuples qui souffrent de la guerre et ploient sous la dictature bourgeoise, "démocratique" ou fasciste.

Les ouvriers réaliseront autour d'eux l'union de tous les exploités seulement s'ils se montrent capables de détruire l'exploitation capitaliste défendue non seulement par les fascistes, mais aussi par les "démocrates". Dans cette voie, seule la IV^e Internationale lutte pour la "capitulation sans conditions" du vieux monde pourri qu'aucune "démocratie" ne peut plus rajeunir !

UN NOUVEAU PACTE FRANCO-SOVIETIQUE

Le pacte franco-soviétique a la même signification que tous les pactes en général. Il consacre, tant que le capitalisme domine le monde, un rapport de forces temporaire, un équilibre instable entre les puissances signataires. Quand les forces de celles-ci se modifient, quand leur orientation politique change, l'équilibre se rompt, l'ancien pacte est violé. On en signe un nouveau, bientôt violé à son tour.

Le pacte Staline-De Gaulle n'est pas une assurance de paix, pas plus que ne l'ont été le pacte Staline-Laval de 1935, ou le pacte germano-soviétique de 1939.

Avant de recevoir De Gaulle, Staline soutenait le Comité allemand du général prussien Von Paulus (le prisonnier de Stalingrad). Si la France impérialiste, qui actuellement a besoin de l'URSS pour s'affranchir un peu de la tutelle anglo-américaine, reprenait la politique du "bloc occidental" (contre l'URSS), Staline renouvellerait le pacte germano-soviétique avec les représentants d'une Allemagne réactionnaire et impérialiste.

Comme on ne peut plus berner les peuples au sujet d'une véritable paix en régime capitaliste, les commentaires des journaux louent la sagesse de la durée du pacte : "C'est justement en effet dans vingt ans que le Reich, redevenu puissant, sera probablement de nouveau dangereux ; c'est à ce moment que l'alliance franco-soviétique prendra sa vraie valeur". (Le Monde 19/12). Ainsi la guerre n'est pas finie que déjà elle se prépare.

Cogniot dans *l'Humanité* du 21/12 définit le pacte comme "sauvegarde de la paix future, oui, mais en même temps stimulant dans la guerre d'aujourd'hui". Seule la deuxième affirmation est vraie. Comme le pacte franco-soviétique de 1935, l'alliance sert avant tout à la bourgeoisie française de noeud coulant pour s'opposer aux revendications ouvrières. C'est pourquoi la signature du pacte a été précédée par l'octroi à Thorez de la "grâce amnistiante" ; celui-ci, qui en 1939, désertait l'armée impérialiste française, reprend son travail de 1936, quand, pour rehausser la force impérialiste française conformément au pacte de 1935, il enseigne aux ouvriers, pendant la grève générale révolutionnaire de juin 1936 qu'"il faut savoir finir une grève". Il demande aujourd'hui de 20 à 40 divisions, dans un pays épuisé et dominé par les mêmes 200 familles et les cliques politiciennes à leur service.

Le pacte avec l'URSS signé par notre gouvernement bourgeois pour des visées impérialistes (annexion de territoires, participation au partage du butin, action anti-ouvrière) doit être dénoncé par les travailleurs, qui opposeront à la minorité de rapaces capitalistes, le traité qui "lie toute la race humaine des exploités" en une solidarité internationale de classe.

OU VA LA FRANCE ? (suite)

L'UNITE DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE

La lutte contre le fascisme a donc comme première condition l'unité de combat de la classe ouvrière. Mais la classe ouvrière ne possède pas d'organisation politique unique. Elle est dirigée par des partis et des fractions ayant des principes et des méthodes d'action différents et prétendant chacun détenir seul le secret de la délivrance. Les principales tendances dans le camp ouvrier sont le réformisme et la tendance révolutionnaire, entre lesquelles se situent des nuances intermédiaires. Dans les moments de "calme", ces dernières s'efforcent de réaliser une "synthèse" des deux tendances, mais dans les moments de crise, elles se situent le plus souvent dans le camp réformiste. La tendance réformiste et la tendance révolutionnaire se combattent avec acharnement, s'accusant réciproquement des fautes commises et des échecs.

Toute une catégorie d'ouvriers ayant le sain désir de l'unité se laisse tromper par le mirage suscité sur l'unité *organique* des partis ouvriers, qui permettrait à la classe ouvrière de n'écouter qu'un seul guide.

Cependant réformisme et révolution n'expriment pas deux méthodes différentes pour arriver au même but, mais l'opposition irréconciliable entre les intérêts de classe des millions d'exploités et d'opprimés, et les intérêts d'une minorité ouvrière relativement bien payée et de mentalité profondément embourgeoisée. Détenant un grand nombre de postes de responsables dans les organisations ouvrières ou dans l'administration bourgeoise (syndicats, partis politiques, mairies, sièges de députés, etc.) cette couche domine habituellement l'action ouvrière, l'empêchant, la brisant quand elle menace de bouleverser le système qui leur permet de s'élever au-dessus de leur classe : c'est ainsi qu'en juin 1936 l'aristocratie ouvrière, représentée par la bureaucratie syndicale et politique, parvint à arrêter la poussée des millions d'ouvriers les plus exploités. Le réformisme, en s'efforçant de sauvegarder les intérêts de l'aristocratie ouvrière élevée au-dessus de la masse, défend donc l'ordre bourgeois (qui à son tour engendre le fascisme). L'unité envisagée par le PS et le PC ne serait qu'une assurance supplémentaire de la bureaucratie contre la révolution des masses. La révolution seule permet à ces dernières de renverser le capitalisme et couper ainsi la racine même du fascisme.

Puisque la division en partis de la classe ouvrière provient de la différence d'intérêts existant en son sein et que ce n'est pas cette division en partis qui crée la différence d'intérêts, seule une forme d'organisation englobant directement *toute la masse en lutte* (et non pas seulement les militants des différents partis) peut *unifier* l'action de la classe ouvrière. Cette forme d'organisation, ce sont les Comités. Dans les usines et dans les quartiers, les travailleurs, dans des Assemblées générales ou de masse, élisent des délégués, révocables à chaque instant, chargés *d'exécuter* les mesures votées par les

assemblées. Ces comités exécutifs locaux envoient des délégués à la région, qui à leur tour délèguent des responsables nationaux. Ainsi se trouve créé un organisme groupant dans son sein les millions d'exploités en lutte sans nuire à l'unité d'action ; car ce sont les travailleurs eux-mêmes qui déterminent démocratiquement (à la majorité) la politique à suivre dans chaque question donnée. Chaque parti politique peut ainsi faire la preuve de ce que valent pratiquement ses méthodes d'action. Il ne s'agit plus d'étiquette ("réformiste" ou "révolutionnaire"), mais de l'attitude devant des faits que les masses touchent du doigt.

Ce n'est pas à tort qu'on a appelé les Comités (ou Conseils) ouvriers des "Parlements *ouvriers*". Chaque parti garde son *entière liberté* d'agitation et de propagande parmi les masses, mais dans l'action pratique il doit faire approuver sa politique par les masses groupées dans les Comités. Mais les Comités ne sont pas un organisme seulement légiférant, ils sont à la fois délibératifs, législatifs et exécutifs.

Les Comités n'ont pas de vertu en soi. C'est selon la politique qui triomphera en leur sein que se décidera le sort de la classe ouvrière. En voici deux exemples : en Russie en 1917, avec le triomphe dans les masses soviétiques de la politique bolchévique (révolutionnaire) sur la politique menchévique (réformiste), les Soviets (nom russe des "Comités") prirent en main tout le pouvoir et les capitalistes furent renversés. En Allemagne en 1918, ce fut la politique réformiste qui triompha dans les Conseils, grâce à la faiblesse politique de la fraction révolutionnaire ; les réformistes s'unirent en un Front populaire avec la bourgeoisie, transmirent tout le pouvoir des Conseils à la bourgeoisie et menèrent finalement à leur liquidation. Le sort de l'Allemagne fut décidé dans le sens fasciste grâce à la trahison réformiste.

Nous exposerons donc la prochaine fois le programme politique que la IV^e Internationale propose aux travailleurs révolutionnaires, pour qu'ils puissent soulever les masses ouvrières et populaires contre la bourgeoisie, les unifier réellement dans des Comités d'action et concentrer tout le pouvoir, par la dictature du prolétariat, entre les mains de la classe ouvrière.